

Le Grand Entretien avec Michel Fayad – Moyen-Orient : Fragile cessez-le-feu ou recomposition stratégique durable ?

Par [Le Diplomate](#) / 20.05.2026



Après plusieurs semaines d’une confrontation militaire majeure entre Israël, les États-Unis et l’Iran, le Moyen-Orient demeure plongé dans une phase d’extrême instabilité. Si un cessez-le-feu précaire semble pour l’heure contenir l’escalade directe entre Washington et Téhéran, les tensions restent vives dans l’ensemble de la région : affrontements persistants entre Israël et le Hezbollah au Liban, négociations difficiles autour du dossier iranien, crise énergétique mondiale liée au détroit d’Ormuz et inquiétudes croissantes des monarchies du Golfe.

Parallèlement, l’administration Trump tente d’imposer un nouvel équilibre régional fondé sur la pression militaire, la coercition économique et la redéfinition des alliances stratégiques au Moyen-Orient. Mais la résilience iranienne, les ambiguïtés des pays du Golfe et les fragilités du cessez-le-feu interrogent sur la viabilité d’un tel projet.

Pour analyser cette séquence géopolitique majeure et ses conséquences régionales et internationales, *Le Diplomate Média* a interrogé Michel Fayad, spécialiste du Moyen-Orient et analyste des dynamiques stratégiques régionales.

Propos recueillis par Roland Lombardi

Le Diplomate : Plusieurs semaines après le début de la guerre entre Israël, les États-Unis et l’Iran, comment qualifier la situation actuelle au Moyen-Orient : véritable désescalade ou simple pause stratégique avant une possible reprise des combats ?

Michel Fayad : Ce que nous observons est davantage une suspension tactique qu’une désescalade au sens politique du terme. Le cessez-le-feu tient pour l’instant parce que chaque partie a atteint un seuil de coût qu’elle ne souhaitait pas franchir — pas parce qu’il existe une volonté partagée de sortir du cycle de confrontation.

Washington a voulu éviter l’enlèvement après ses frappes. Israël cherche à consolider ses acquis sans ouvrir simultanément plusieurs fronts. L’Iran, de son côté, cherche à préserver ses capacités stratégiques tout en évitant une confrontation qui menacerait la survie du régime. Ce sont trois logiques de prudence conjoncturelle, pas une convergence de fond.

Et les causes structurelles de la crise, elles, n’ont pas disparu. Le programme nucléaire reste entier. Le Hezbollah conserve des capacités importantes. Les Houthis continuent de perturber les équilibres maritimes. La crise de confiance entre Washington et Téhéran est profonde. Nous sommes dans une trêve armée, pas dans un processus de paix.

Le cessez-le-feu entre Washington et Téhéran semble particulièrement fragile. Les négociations en cours peuvent-elles réellement déboucher sur un accord durable ou sommes-nous face à une logique classique de répit tactique entre deux phases d’affrontement ?

Pour qu’un accord durable existe, il faudrait un minimum de convergence stratégique entre les deux camps. Or aujourd’hui, les objectifs restent largement incompatibles. Washington veut limiter durablement les capacités nucléaires et balistiques iraniennes, ainsi que l’influence régionale de Téhéran. L’Iran considère précisément ces capacités comme la garantie de sa survie face à ses adversaires.

Ce qu'on appelle « négociations » relève davantage d'une gestion de crise. Les Américains cherchent à empêcher une explosion régionale incontrôlable — notamment à cause du risque énergétique autour d'Ormuz. Les Iraniens veulent desserrer l'étouffement économique tout en préservant l'essentiel de leur architecture stratégique.

Le problème de fond, c'est qu'il n'existe plus aucun mécanisme de confiance solide depuis l'effondrement du JCPOA. Chaque partie soupçonne l'autre d'utiliser les discussions pour gagner du temps. Un accord technique limité reste possible. Un véritable compromis stratégique durable me paraît extrêmement difficile à court terme.

Malgré les frappes américaines et israéliennes, le régime iranien paraît avoir conservé sa cohésion politique et sécuritaire. Comment analysez-vous aujourd'hui la situation interne en Iran et la posture adoptée par Téhéran dans les négociations ?

C'est un point essentiel, parce qu'une partie des analyses occidentales reposait sur une hypothèse qui ne s'est pas vérifiée : celle selon laquelle une pression militaire massive provoquerait une déstabilisation interne rapide. Le régime a tenu.

Les Gardiens de la Révolution conservent leur contrôle sur les appareils coercitifs. Le pouvoir politique reste structuré autour d'une logique de survie nationale. Et surtout, l'agression extérieure produit historiquement en Iran un réflexe de cohésion patriotique — y compris parmi des segments qui, en temps normal, sont critiques du régime.

Cela ne signifie pas que l'Iran est en position confortable. L'économie reste sous très forte pression. Les tensions sociales sont réelles. Mais le régime a clairement conclu qu'il pouvait absorber un coût économique élevé tant que ses capacités stratégiques fondamentales restent intactes.

Dans les négociations, Téhéran adopte donc une posture classique : résistance calibrée, fermeté rhétorique, pragmatisme tactique sur les marges — mais refus absolu de toute image de capitulation face à Washington.

Le détroit d'Ormuz reste au cœur du rapport de force stratégique mondial. Le blocus et les opérations de contrôle menées par les États-Unis ont-ils réellement affaibli la capacité de nuisance iranienne ou révèlent-ils au contraire les limites de la puissance américaine dans la région ?

Les deux dimensions coexistent, et c'est précisément ce qui rend la situation si inconfortable pour tout le monde. Les États-Unis conservent une supériorité militaire écrasante dans la région — sur le plan naval, aérien, technologique. Ils sont capables de sécuriser partiellement les grandes routes maritimes.

Mais cette crise a aussi confirmé une réalité que les stratèges connaissent bien : il suffit à l'Iran de perturber le trafic, et non de le bloquer totalement, pour produire un choc mondial. Quelques attaques asymétriques, des menaces ciblées, une hausse des primes d'assurance maritime — cela suffit à déstabiliser les marchés énergétiques.

La puissance américaine contrôle militairement l'espace, mais elle ne peut pas neutraliser le potentiel de nuisance asymétrique iranien sans entrer dans une guerre régionale de très grande ampleur. Et c'est exactement la stratégie iranienne depuis des décennies : compenser l'infériorité conventionnelle par une capacité permanente de perturbation. L'Iran ne cherche pas à vaincre les États-Unis militairement. Il cherche à rendre le coût d'une confrontation durablement trop élevé.

La situation au Liban demeure extrêmement tendue avec la poursuite des frappes israéliennes contre le Hezbollah. Israël cherche-t-il désormais à imposer un nouvel ordre sécuritaire au Liban sud ou à affaiblir durablement l'axe pro-iranien régional ?

Israël poursuit plusieurs objectifs simultanément. Le premier est sécuritaire : éloigner durablement la menace du Hezbollah de sa frontière nord. Mais au-delà de la dimension tactique, il y a une ambition stratégique plus large — fragiliser l'architecture régionale de projection iranienne dans son ensemble. Le Hezbollah est, depuis des années, l'élément le plus puissant de cet axe. L'affaiblir constitue donc une priorité majeure.

Le problème, c'est qu'Israël se heurte à une limite classique des conflits asymétriques. On peut infliger des pertes importantes, éliminer des cadres, détruire des infrastructures. Mais l'élimination totale est une illusion opérationnelle. Les armes lourdes du Hezbollah se trouvent dans le Hermel, au nord du Liban — c'est-à-dire précisément là où Tsahal n'ira pas, pour des raisons politiques et militaires évidentes. Et par ailleurs, le Hezbollah a su adapter ses tactiques : l'utilisation de drones à fibre optique au nord du Litani lui permet de frapper jusqu'en Galilée tout en contournant les systèmes de brouillage électronique israéliens. C'est une évolution capacitaire significative qui complique considérablement l'équation sécuritaire pour Israël.

Ce que nous observons, c'est donc une stratégie d'érosion prolongée — pas une perspective réaliste d'élimination totale.

Quelle est aujourd'hui la position réelle des monarchies du Golfe – notamment l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar – face à cette confrontation ? Cherchent-elles à soutenir discrètement Washington ou privilégient-elles avant tout une logique de stabilité régionale ?

Les monarchies du Golfe sont dans une position bien plus nuancée qu'il y a dix ans. Elles restent structurellement liées au parapluie sécuritaire américain, mais elles ont profondément intégré le coût potentiel d'une confrontation régionale ouverte.

L'Arabie saoudite, les Émirats, le Qatar cherchent avant tout à préserver leur stabilité économique, leurs investissements et leurs grands projets de transformation interne. Une guerre régionale majeure menacerait directement leurs infrastructures énergétiques et leur attractivité financière.

D'où une stratégie d'équilibrage : coopération étroite avec Washington sur le plan sécuritaire, mais maintien parallèle de canaux de dialogue avec Téhéran. Le rapprochement saoudo-iranien engagé ces dernières années n'était pas un simple geste symbolique — il traduisait une volonté réelle de réduire le risque d'escalade incontrôlable.

Ces États ne veulent ni une victoire iranienne, ni un effondrement total de l'Iran qui ouvrirait une phase de chaos encore plus dangereuse pour eux.

Donald Trump semble avoir choisi une stratégie mêlant démonstration de force, pression économique maximale et négociations sous contrainte. Cette approche vous paraît-elle cohérente et efficace ou risque-t-elle au contraire d'accélérer les dynamiques de fragmentation régionale et anti-américaine ?

La stratégie de Donald Trump repose sur une logique de rapport de force permanent : frapper fort pour restaurer la crédibilité de la dissuasion américaine, puis utiliser cette pression comme levier de négociation. Cette approche peut produire des résultats tactiques à court terme.

Mais elle comporte des risques majeurs. D'abord, une pression excessive renforce mécaniquement les dynamiques nationalistes et anti-américaines dans la région. Ensuite, elle pousse les acteurs visés à accélérer leurs stratégies de contournement — rapprochement avec Pékin et Moscou, développement de réseaux financiers alternatifs, militarisation asymétrique accrue.

Et surtout, cette stratégie repose sur une hypothèse discutable : celle selon laquelle la démonstration de force suffit à produire un ordre régional stable. Or le Moyen-Orient est traversé par des logiques de fragmentation très profondes, où les acteurs non étatiques et les rivalités identitaires rendent toute stabilisation imposée extrêmement difficile.

Enfin, quels sont selon vous les scénarios possibles pour les prochains mois : stabilisation progressive autour d'un compromis régional, enlèvement durable dans une guerre hybride de basse intensité, ou reprise d'un affrontement militaire majeur impliquant directement Israël, l'Iran et les États-Unis ?

Le scénario le plus probable à court terme est celui d'un enlèvement dans une confrontation hybride prolongée. Une situation où aucun acteur ne souhaite une guerre totale, mais où tous continuent d'utiliser des formes de pression indirectes — frappes ciblées, cyberattaques, opérations maritimes, guerre économique, actions des groupes alliés.

Une stabilisation partielle reste possible si un accord limité émerge sur le nucléaire et la sécurité maritime. Mais cela supposerait un niveau minimal de confiance qui est, aujourd'hui, très faible.

Quant au risque d'escalade majeure, il ne peut absolument pas être exclu. La région fonctionne sous très forte tension stratégique, avec des mécanismes de communication imparfaits et des lignes rouges parfois floues. Dans ce type d'environnement, un incident mal calibré, une frappe particulièrement meurtrière ou une erreur d'interprétation peuvent rapidement enclencher une dynamique incontrôlable.

Le Moyen-Orient est entré dans une phase de recomposition extrêmement instable, où la logique de confrontation reste, pour l'instant, plus forte que celle d'un véritable règlement politique régional.

#Iran,#Israël,#ÉtatsUnis,#DonaldTrump,#MoyenOrient,#Géopolitique,#Hezbollah,#Ormuz,#GolfePersique,#ArabieSaoudite,#Qatar,#ÉmiratsArabesUnis,#

Le Diplomate

▼ Lire la biographie complète

[Voir tous les articles de cet auteur →](#)